

CONTESTATIONS POPULAIRES EN FRANCE

Les propositions du Président

Après la mobilisation des Gilets jaunes, Emmanuel Macron dit qu'il ne cédera pas.

DANS le contexte de forte exaspération exprimée par le mouvement des Gilets jaunes, Emmanuel Macron a parlé publiquement aux Français, hier, depuis une salle de conférences du palais présidentiel. *«J'éprouve de la compréhension pour ces concitoyens, mais je ne céderai pas à ceux qui veulent la destruction et le désordre»*, dit-il.

Commentant le mouvement des Gilets jaunes, le président de la République a constaté qu'il avait donné lieu à *«des manifestations importantes et à des violences inacceptables»*, expliquant par ailleurs : *«J'éprouve de la compréhension pour ces concitoyens, mais je ne céderai rien à ceux qui veulent la destruction et le désordre»*. A propos de la taxe carbone, Emmanuel Macron a rappelé qu'elle avait été votée, engageant beaucoup de responsables politiques de sensibilités diverses. *«Certains disent que ce sont toujours les mêmes qui font les efforts, et ils ont raison»*, dit le président français, cité par les médias. Le chef d'Etat français a insisté sur la nécessité de

garder le cap de la transition écologique, et de ne pas opposer *«le présent à l'avenir»*. *«J'ai vu les difficultés que la situation entraîne auprès des Français qui roulent beaucoup. Ils disent que ce sont toujours les mêmes qui font des efforts, et ils ont raison»*, a-t-il dit. Emmanuel Macron a poursuivi : *«Chacun doit jouer son rôle, y compris moi»*.

Le président de la République a ajouté que 14 réacteurs français seraient arrêtés d'ici 2035, dont quatre à six d'ici 2030. Abordant le sujet des véhicules électriques, Emmanuel Macron a expliqué son ambition de développer une autonomie européenne en ce qui concerne la production de batteries : *«Aujourd'hui, nous dépendons totalement des Coréens et des Chinois, nous devons avoir une stratégie franco-allemande, et si possible une stratégie européenne. La transition ne doit pas se faire à n'importe quel prix»*, a affirmé Emmanuel Macron, avant de poursuivre : *«Je ne veux pas d'une France à deux vitesses»*. Il a ainsi affirmé que la fiscalité sur



les carburants allait s'adapter aux fluctuations des prix. Il a affirmé comprendre ceux qui, face à la transition écologique, tenaient le discours suivant : *«Ils évoquent la fin du monde, mais nous, on parle de la fin du mois»*. Emmanuel Macron s'est montré catégorique sur ses orientations politiques : *«La stratégie du gouvernement est la bonne»*, a-t-il affirmé, alors qu'il évoquait la baisse des cotisations sociales salariales grâce à laquelle *«tous les travailleurs gagnent plus»*, ou encore la baisse de la taxe d'habitation. *«Mais ça ne va pas assez vite»*, a-t-il déploré. En amont du discours du président de la République, l'Elysée avait, entre autres, annoncé que le président de la République souhaitait rendre *«acceptable et démocratique»* pour les

citoyens, un nouveau cap pour la transition écologique. Hier, après le discours du président, la contestation continuait dans nombre de régions françaises. Après un week-end de mobilisation et de blocages à Paris et en région, les gilets jaunes poursuivent leur mobilisation cette semaine dans plusieurs régions. Le ministre de l'Ecologie, François de Rugy, doit recevoir aujourd'hui dans l'après-midi, des représentants des manifestants à la demande d'Emmanuel Macron. Dans la matinée pourtant, Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, affirmait que l'exécutif ne comptait pas recevoir, en l'état, cette délégation. Le discours du président français a été dénoncé par l'opposition.

Mounir Abi

